

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q/USA/1

30 octobre 1996

(96-4571)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais/français*

EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LE DROIT D'AUTEUR ET LES DROITS CONNEXES

Etats-Unis¹

Le présent document contient la déclaration liminaire faite par la délégation des Etats-Unis dans le cadre de l'examen des législations sur le droit d'auteur et les droits connexes auquel le Conseil a procédé à la réunion qu'il a tenue du 22 au 25 juillet 1996², les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a fournies.

I. DECLARATION LIMINAIRE

Le droit d'auteur est un élément fondamental et profondément enraciné du système juridique américain. Dès le début de l'existence de notre nation, il y a plus de 200 ans, la Constitution a expressément reconnu au Congrès le pouvoir d'accorder des droits d'auteur. L'objet principal de la Loi américaine sur le droit d'auteur, tel qu'il est défini dans la Constitution, est d'encourager la création d'oeuvres de l'esprit, favorisant ainsi l'activité scientifique et artistique, au bénéfice du public.

La première loi fédérale sur le droit d'auteur a été adoptée en 1790. Depuis lors, elle a été modifiée plusieurs fois afin de tenir compte de l'ouverture de nouveaux marchés et de l'apparition de nouvelles technologies.

Le système américain ne connaît pas la notion de "droits voisins" distincts du droit d'auteur. Par exemple, en vertu de la Loi sur le droit d'auteur, les enregistrements sonores sont considérés comme des oeuvres de l'esprit. Cependant, nous avons diverses séries de textes législatifs complémentaires portant sur les autres droits des auteurs et des artistes interprètes ou exécutants, tant au niveau fédéral qu'au niveau des Etats.

Aux Etats-Unis, de nos jours, le droit d'auteur relatif aux fixations d'oeuvres de l'esprit est protégé exclusivement par la législation fédérale. La loi actuellement applicable est la Loi sur le droit d'auteur de 1976, entrée en vigueur le 1er janvier 1978.

*Anglais, excepté les questions 15 à 17 des CE, qui étaient en français.

¹La notification des lois et réglementations relatives au droit d'auteur et aux droits connexes au titre de l'article 63:2 de l'Accord présentée par les Etats-Unis a été distribuée sous les cotes IP/N/1/USA/C/1 et 2.

²Le compte rendu de cette réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/8.

Au cours des 20 années qui ont suivi son entrée en vigueur, cette loi a été modifiée plusieurs fois. En 1994, le Congrès l'a modifiée pour mettre en oeuvre les obligations que nous avons prises dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. Intitulée l'*Uruguay Round Agreement Act* (loi portant mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay), la modification a rétabli les droits d'auteur américains en ce qui concerne les oeuvres de pays Membres de l'OMC qui étaient tombées dans le domaine public parce qu'il n'existait pas de traités entre les pays ou que les formalités prévues par le droit américain antérieur n'avaient pas été respectées. Elle assure aussi une protection fédérale aux artistes interprètes ou exécutants contre toute fixation, reproduction et diffusion non autorisée de leurs exécutions musicales directes.

Plus tôt cette année, la Loi sur le droit d'auteur a été modifiée de nouveau afin d'assurer aux enregistrements sonores un droit exclusif de représentation ou d'exécution en public qui s'étend à de nombreuses exécutions numériques, les exécutions interactives.

II. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR L'AUSTRALIE

1. Veuillez indiquer, compte tenu des décisions prises dans les affaires *Sega Enterprises contre Accolade Inc.* et *Princeton University Press contre Michigan Document Services Inc.* et d'autres affaires similaires, si et en quoi la doctrine de l'usage loyal suivie par les Etats-Unis est conforme à l'article 9 2) de la Convention de Berne et à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC.

Dans les réponses fournies par les Etats-Unis à la première série de questions posées par la Commission européenne, nous avons expliqué pourquoi la doctrine de l'usage loyal suivie par les Etats-Unis est conforme à l'article 9 2) de la Convention de Berne et à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez vous référer à notre réponse à la première question de la Commission.

En ce qui concerne les deux affaires auxquelles la question de l'Australie renvoie:

Dans l'affaire *Sega Enterprises contre Accolade, Inc.*, 977 F.2d 1510 (9th Cir. 1992), le tribunal a appliqué la doctrine de l'usage loyal aux faits spécifiques de l'affaire qui lui était présentée. Comme nous l'avons expliqué lorsque nous avons traité de l'usage loyal en général, les tribunaux doivent comparer entre eux plusieurs facteurs en tenant compte de tous les faits et de toutes les circonstances. C'est exactement ce qu'a fait le tribunal chargé d'examiner l'affaire *Sega*. Cette conclusion restrictive reposant sur les faits particuliers de la cause constitue un jugement défendable eu égard aux exceptions permises en vertu de l'Accord sur les ADPIC.

La décision rendue dans l'autre affaire, *Princeton Univ. Press contre Michigan Document Servs.*, 74 F.3d 1512 (6th Cir. 1996), a été annulée. Voir *Princeton Univ. Press contre Michigan Document Servs.*, 74 F.3d 1528 (6th Cir. 1996).

2. Veuillez indiquer si et en quoi la décision prise dans l'affaire *La Cienega Music contre ZZ Top* modifie la capacité du gouvernement des Etats-Unis de donner effet aux obligations qu'il a contractées au titre de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC envers les autres Membres de l'OMC.

La décision rendue dans l'affaire *La Cienega Music contre ZZ Top*, 53 F.3d 950 (9th Cir. 1995) ne modifie pas la capacité du gouvernement des Etats-Unis de donner effet aux obligations qu'il a contractées au titre de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC. Cette décision ne concerne pas les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes ou des organismes de radiodiffusion en tant que tels. Le tribunal a estimé que, avant l'entrée en vigueur de la Loi actuelle sur le droit d'auteur en 1978, la distribution d'enregistrements sonores constituait une publication des oeuvres musicales qui se trouvaient sur ces enregistrements sonores.

D'autres tribunaux sont arrivés à des conclusions contraires. Voir *Rosette contre Rainbo Record Mfg. Corp.*, 354 F.Supp. 1183 (S.D.N.Y. 1973), *aff'd per curiam*, 546 F.2d 461 (2d Cir. 1976); *Capitol Records, Inc. contre Mercury Records Corp.*, 221 F.2d 657 (2d Cir. 1955). Une législation qui vise à clarifier cette question est en ce moment à l'examen au Congrès. H.R. 1861, 104th Cong., 1st Sess. (1995).

[Question complémentaire]

Nous prenons note de la réponse des Etats-Unis selon laquelle cette décision n'a pas d'incidence sur les obligations envers les autres pays Membres de l'OMC au titre de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC. Les Etats-Unis ont indiqué qu'une législation est à l'étude au Congrès; peuvent-ils fournir des détails quant au contenu des dispositions de cette législation dans leur réponse écrite ou encore donner la référence de ce (projet de) texte.

Le projet de loi qui a été déposé devant la Chambre des représentants pour clarifier les questions soulevées dans l'affaire *La Cienega Music contre ZZ Top* porte la cote H.R. 1861. L'article concernant cette question n'en représente qu'une petite partie. Cet article modifierait l'article 303 de la Loi sur le droit d'auteur en y ajoutant le texte suivant: "La distribution avant le 1er janvier 1978 d'un enregistrement sonore ne constitue en aucune manière une publication de l'oeuvre musicale qui y est reprise." Le projet de loi H.R. 1861 a été adopté par la Chambre le 4 juin 1996 et il est actuellement en attente au Sénat. Nous ne savons pas encore si celui-ci va l'adopter sans modification.

3. Veuillez indiquer si et en quoi le projet de loi de l'Etat du Colorado MB 1242 de 1995, le projet de loi de l'Etat de l'Illinois 813 de 1995, le projet de loi de l'Etat du Missouri 729 de 1995, le projet de loi de l'Oklahoma 1254 de 1995, le projet de loi de l'Etat du Texas 526 de 1995, et le projet de loi de l'Etat de Virginie 499 de 1995, qui traitent tous des conditions imposées aux personnes qui cherchent à faire respecter des droits en matière de représentation et d'exécution, sont conformes à l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC qui incorpore l'article 11 de la Convention de Berne.

Aux Etats-Unis, le droit d'auteur sur les fixations d'oeuvres originales relève exclusivement de la législation fédérale. Par conséquent, la portée de la protection reconnue à toutes les oeuvres originales, y compris les oeuvres musicales et les enregistrements sonores, est définie par la Loi sur le droit d'auteur de 1976. Cette loi l'emporte explicitement, sur toute loi d'un Etat qui établit des droits équivalents pour un objet de droit d'auteur, 17 U.S.C. § 301. De plus, toute législation d'un Etat qui entre en conflit avec une législation fédérale est écartée en vertu de la disposition de la Constitution portant sur la primauté de droit, Constitution américaine, article VI, Disposition 2. *Hines contre Davidowitz*, 312 U.S. 52, 67 (1941).

Les législations des Etats auxquelles cette question renvoie visent la gestion d'organismes collectifs de droits de représentation ou d'exécution. Dans la mesure où l'une d'entre elles touche à la portée de la protection du droit d'auteur ou gêne l'application du droit fédéral, elle sera écartée. Voir la décision *ASCAP contre Pataki*, 38 U.S.P.Q.2d 1485 (S.D.N.Y. 1996) (qui établit qu'une législation similaire adoptée par l'Etat de New York devait être écartée).

4. Veuillez indiquer si et en quoi la législation des Etats-Unis qui prévoit la retransmission d'émissions de télévision non codées est conforme à l'article 11bis 2) de la Convention de Berne.

La législation américaine concernant la retransmission d'émissions de télévision est permise en vertu de l'article 11bis 2) de la Convention de Berne, à titre de législation visant à "régler les conditions d'exercices des droits visés par [le paragraphe 1) de l'article 11bis]".

III. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE CANADA

1. Compte tenu du critère du préjudice économique au détenteur du droit énoncé à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC, comment les Etats-Unis justifient-ils l'exception de l'article 110 3) du Titre 17, selon laquelle la représentation ou l'exécution publique non autorisée d'une oeuvre musicale ou littéraire non dramatique ou d'une oeuvre dramatico-musicale de caractère religieux, ainsi que la présentation d'une oeuvre, au cours de services religieux dans un lieu de culte ou au sein de toutes autres assemblées religieuses ne constitue pas une violation de droit d'auteur?

L'exception prévue à l'article 110 3) de la Loi sur le droit d'auteur est entièrement compatible avec les prescriptions de l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC. Les utilisations autorisées sont très restreintes et nos détenteurs de droits ne s'y sont pas opposés. L'exception est limitée à quelques types d'oeuvres; seules certaines utilisations sont autorisées, et elles ne sont permises qu'au cours de services religieux, qui doivent avoir lieu seulement dans des endroits utilisés pour des assemblées religieuses.

2. Compte tenu du fait que l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC énonce un critère de préjudice économique pour le détenteur du droit et non pas un critère d'utilisation non commerciale, comment les Etats-Unis justifient-ils l'exception de l'article 110 4) A) du Titre 17, qui exclut du champ des atteintes au droit d'auteur la représentation ou l'exécution non autorisée d'une oeuvre littéraire ou musicale non dramatique dans les cas où il n'est pas perçu de droit d'entrée direct ou indirect?

L'article 13 de l'Accord sur les ADPIC restreint les limitations des droits ou exceptions à ces droits à certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre et qui ne causent pas un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit.

L'article 110 4) A), en vertu duquel, par exemple, une chorale communautaire pourrait présenter une oeuvre chorale gratuitement dans une maison de la culture, comporte diverses limites qui empêchent que ne soit causé un préjudice injustifié aux intérêts du détenteur du droit. D'abord, il est limité quant aux catégories d'oeuvres et aux types d'usages permis. De plus, il contient trois limitations qui font qu'il est improbable que le détenteur du droit subisse un préjudice économique: 1) la représentation ou l'exécution doit avoir lieu sans aucune intention d'en tirer directement ou indirectement profit dans le commerce; 2) il ne doit y avoir paiement d'aucune redevance aux artistes interprètes ou exécutants, aux promoteurs ou aux organisateurs; 3) il ne doit être perçu aucun droit d'entrée direct ou indirect. De plus, l'exception ne s'appliquera pas si le titulaire du droit d'auteur s'oppose par écrit.

IV. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET LEURS ETATS MEMBRES

1. Conformément à l'article 107 du Titre 17 du Code, les Etats-Unis autorisent un "usage loyal" d'une oeuvre protégée par un droit d'auteur. Veuillez expliquer en quoi la doctrine de l'usage loyal, telle que les tribunaux des Etats-Unis l'ont généralement appliquée et interprétée, en particulier s'agissant d'une "parodie" qui diminue la valeur d'une oeuvre, est compatible avec l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC, compte tenu de l'obligation de "[restreindre] les limitations des droits exclusifs ou exceptions à ces droits à certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit".

La doctrine de l'usage loyal énoncée dans la Loi sur le droit d'auteur vise essentiellement les mêmes buts que l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et elle est appliquée et interprétée d'une façon parfaitement compatible avec les règles figurant dans cet article. Historiquement, la doctrine de l'usage loyal a été élaborée comme une soupape de sécurité, eu égard aux droits exclusifs accordés par le droit

d'auteur, afin de permettre des utilisations restreintes et raisonnables sans autorisation ni paiement - précisément, les sortes d'usages qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre par le détenteur du droit d'auteur ou ne causent pas de préjudice injustifié à ses droits. L'exemple classique d'un usage loyal est la citation, dans une critique, d'extraits de l'ouvrage considéré. Normalement, le détenteur de droit d'auteur ne fera pas la critique de son propre ouvrage, et les répercussions sur ses intérêts seront généralement minimales. Si, en revanche, l'ampleur des citations est telle que la critique remplace les achats du livre en question dans le commerce, on ne considérera pas qu'il s'agit là d'un usage loyal.

Ce concept, élaboré par les tribunaux au cours des années et codifié dans la Loi sur le droit d'auteur de 1976 (17 U.S.C. § 107), prévoit que les tribunaux doivent prendre en compte quatre facteurs pour déterminer si l'usage est loyal: 1) le but et le caractère de l'usage, notamment la nature commerciale ou non de celui-ci ou sa destination à des fins éducatives et non lucratives; 2) la nature de l'oeuvre protégée par le droit d'auteur; 3) le volume et l'importance de la partie utilisée par rapport à l'ensemble de l'oeuvre protégée par le droit d'auteur; et 4) l'incidence de l'usage sur le marché potentiel de l'oeuvre protégée par le droit d'auteur ou sur sa valeur. L'examen de ces quatre facteurs permet de déterminer si, en fait, l'usage en question porte atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre et cause un préjudice injustifié aux intérêts du détenteur du droit d'auteur. La Cour suprême a établi que le plus important de ces facteurs est le quatrième, qui concerne spécifiquement l'incidence sur l'exploitation commerciale potentielle de l'oeuvre. Voir *Harper & Row, Publishers, Inc. contre Nation Enterprises*, 471 U.S. 539, 566 (1985). D'autres éléments peuvent aussi entrer en ligne de compte, ce qui permet de mesurer avec souplesse et précision l'incidence d'un usage particulier dans chaque cas d'espèce.

Dans l'application de la doctrine de l'usage loyal, les tribunaux ont toujours refusé d'accepter les usages qui sont abusifs et portent atteinte aux marchés normaux du détenteur du droit d'auteur pour cette oeuvre. Voir, par exemple, *Harper & Row, Publishers, Inc. contre Nation Enterprises*, 471 U.S. 539 (1985); *American Geophysical Union contre Texaco, Inc.*, 37 F.3d 881 (2d Cir. 1994); *Pacific & Southern Co. contre Duncan*, 744 F.2d 1490 (11th Cir. 1984); *Basic Books, Inc. contre Kinko's Graphic Corp.*, 758 F. Supp. 1522 (S.D.N.Y. 1991). Les usages qui ont été autorisés étaient généralement des usages productifs et non commerciaux portant sur des parties limitées du contenu de l'oeuvre protégée par le droit d'auteur. Voir, par exemple, *Arica Institute, Inc. contre Palmer*, 970 F.2d 1067 (2d Cir. 1992); *Wright contre Warner Books, Inc.*, 953 F.2d 731 (2d Cir. 1991); *Triangle Pub., Inc. contre Knight-Ridder Newspapers, Inc.*, 626 F.2d 1171 (5th Cir. 1980).

Pour ce qui est de la question spécifique concernant les parodies, il est important de comprendre que toutes les parodies ne constituent pas un usage loyal en vertu de la Loi des Etats-Unis. Les parodies sont traitées au cas par cas, sur la base des facteurs énoncés à l'article 107, d'une manière qui tient compte de leur nature. Ainsi, la Cour suprême des Etats-Unis a estimé que le but et le caractère d'une parodie englobent critique et humour, ce qui lui donne une valeur sociale et culturelle, et qu'une parodie, pour être effective, doit nécessairement reprendre une partie suffisante de l'oeuvre protégée par le droit d'auteur pour que son objet soit reconnaissable. Voir *Campbell contre Acuff-Rose Music, Inc.*, 114 S.Ct. 1164 (1994). Cependant, les oeuvres humoristiques inspirées d'oeuvres préexistantes ne bénéficient pas toutes de cette application moins rigide des facteurs à prendre en compte pour déterminer si l'usage est loyal; l'oeuvre du défendeur doit constituer une véritable parodie, qui vise directement l'oeuvre protégée par le droit d'auteur et en donne un commentaire, et qui ne se contente pas de l'utiliser comme prétexte pour un commentaire sans rapport avec elle. *Idem*, 1172.

Dans son examen du quatrième élément en rapport avec l'usage loyal, l'incidence de l'usage sur le marché potentiel ou réel de l'oeuvre protégée par le droit d'auteur ou sur la valeur de cette oeuvre, la Cour suprême a statué que l'on ne devait pas tenir compte des conséquences découlant seulement du caractère critique d'une parodie. *Idem* 1178. Cette analyse est conforme à l'article 13 de l'Accord

sur les ADPIC, vu qu'une diminution de l'intérêt du public pour l'oeuvre protégée par le droit d'auteur ne constitue pas un "préjudice injustifié" aux "intérêts légitimes" du détenteur du droit; cela équivaut plutôt à la diminution de l'intérêt du public qui pourrait découler d'une critique mordante. Le détenteur du droit d'auteur ne devrait pas pouvoir intenter une action pour cette sorte de dommage; autrement, seuls les commentaires flatteurs et les parodies anodines seraient permis. Par ailleurs, il est clair que le dommage causé au marché des autres adaptations de l'oeuvre protégée par le droit d'auteur entrera en ligne de compte pour la détermination de l'usage loyal. Idem.

[Question complémentaire]

Dans leur réponse, les Etats-Unis comparent l'effet possible d'une parodie critique d'une oeuvre avec l'effet d'une critique mordante. Ils laissent aussi entendre qu'une parodie reprendra une partie beaucoup plus grande de l'oeuvre protégée par le droit d'auteur qu'une critique. Il semble donc que, contrairement à une critique, l'exploitation d'une parodie puisse anéantir toute intention d'exploiter l'oeuvre protégée par le droit d'auteur.

Comment les Etats-Unis justifient-ils cette possibilité compte tenu de l'obligation énoncée à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose que les limitations des droits exclusifs ou exceptions à ces droits ne doivent pas porter atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre?

Si l'exploitation d'une parodie est de nature à anéantir tout désir d'exploiter l'oeuvre protégée par le droit d'auteur, le quatrième facteur en rapport avec l'usage loyal appliqué par les tribunaux va peser lourdement contre le défendeur et l'usage ne sera pas considéré comme un usage loyal. Comme nous l'avons vu dans notre réponse initiale, la Cour suprême des Etats-Unis a ordonné spécifiquement aux instances inférieures de considérer l'effet que la parodie pouvait avoir sur le marché d'autres adaptations de l'oeuvre dans l'application qu'elles faisaient des facteurs relatifs à l'usage loyal. Par conséquent, la faculté du détenteur du droit de contrôler l'exploitation des exemplaires ou des adaptations de l'oeuvre se trouve protégée.

2. L'article 1101 du Titre 17 du Code prévoit des voies de recours en cas de fixation ou de transmission non autorisée d'une exécution musicale directe mais non d'autres types d'exécution, par exemple s'il s'agit d'oeuvres dramatiques, conférences, oeuvres poétiques ou comédies. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est conforme à l'obligation établie à l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC, de donner à tous les types d'artistes interprètes ou exécutants la possibilité d'empêcher la fixation ou la transmission non autorisée de leur exécution.

L'article 14 de l'Accord sur les ADPIC n'impose aux pays Membres de l'OMC de garantir aux artistes interprètes ou exécutants une protection contre les transmissions ou les fixations non autorisées de leurs représentations ou exécutions qu'en ce qui concerne les phonogrammes. La législation fédérale américaine, entrée en vigueur en 1994, prévoit une telle protection pour les représentations ou exécutions musicales en direct. Voir 17 U.S.C. § 1101. Ces représentations ou exécutions constituent la grande majorité des représentations ou exécutions fixées sur des phonogrammes et ce sont celles qui ont une importance économique primordiale. En fait, la législation américaine va au-delà des obligations énoncées dans l'Accord sur les ADPIC et assure une protection contre les fixations non autorisées de représentations ou exécutions musicales en direct sous quelque forme que ce soit, et non pas seulement aux fixations sur phonogrammes.

En plus de cette nouvelle forme de protection prévue par la législation fédérale, les artistes interprètes ou exécutants de toutes sortes sont protégés contre les utilisations et les fixations non autorisées de leurs représentations ou exécutions en vertu de divers principes de droit bien établis tant au niveau fédéral qu'au niveau des Etats. Les législations de plusieurs Etats interdisent la fixation non autorisée de représentations ou d'exécutions. Voir, par exemple, N.Y. Penal Law, §§ 275.15 et 275.20. La

Loi Lanham protège les artistes interprètes ou exécutants contre les utilisations de leurs représentations ou exécutions qui induiraient le public en erreur quant à leur source ou leur parrainage. Voir 15 U.S.C., § 1125. La législation des Etats prévoit aussi des droits relatifs à la publicité et considère qu'il est illégal d'exploiter commercialement, sans son consentement, le nom d'un artiste interprète ou exécutant, sa voix ou sa ressemblance. Voir de façon générale 2 J. Thomas McCarthy, *THE RIGHTS OF PUBLICITY AND PRIVACY*, § 8.16 (1996). La jurisprudence au niveau des Etats assure une protection contre l'intrusion dans la sphère privée et l'appropriation illicite de l'identité. 1 id. § 4.14; *Midler contre Ford Motor Co.*, 849 F.2d 460 (9th Cir. 1988).

[Question complémentaire]

Veillez indiquer comment les législations des Etats mentionnées dans la réponse américaine à la question 2 assurent une protection à l'échelle nationale contre les fixations, sur les phonogrammes, de représentations ou exécutions en direct, autres que des représentations ou exécutions musicales comme l'exige l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC.

Veillez aussi indiquer comment les artistes interprètes ou exécutants peuvent empêcher la reproduction de fixations sur les phonogrammes et la diffusion et la communication au public de leurs représentations ou exécutions directes conformément à l'article 14:1 de l'Accord sur les ADPIC. De plus veuillez indiquer si les droits reconnus à ces artistes interprètes ou exécutants valent également pour les artistes interprètes ou exécutants des autres pays de l'OMC?

Veillez indiquer comment les artistes interprètes ou exécutants bénéficient d'une protection en ce qui concerne les représentations ou exécutions existantes comme l'exige l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC qui applique mutatis mutandis les dispositions de la Convention de Berne aux droits des artistes interprètes ou exécutants en ce qui concerne les phonogrammes.

Les législations des Etats n'ont d'effet que sur le territoire de ces Etats et, de façon générale, ne s'appliquent pas aux actes commis dans d'autres Etats. Par conséquent, si un détenteur de droits estime que ses droits ont été violés dans plusieurs Etats, il est possible qu'il doive intenter des actions distinctes dans chacun des Etats en question. Cela est compatible avec l'Accord sur les ADPIC, qui permet d'octroyer des droits non seulement au niveau national, mais encore au niveau des Etats.

Ces législations des Etats reconnaissent aux artistes interprètes ou exécutants dont les représentations ou exécutions ne sont pas musicales des droits sur leurs représentations ou exécutions en direct, conformément à l'article 14:1 de l'Accord sur les ADPIC, sans qu'il soit tenu compte de leur nationalité ou domicile. Voir, par exemple, Mass. Ann. Laws ch. 266 § 143B; N.Y. Arts & Cult. Aff. Law § 31.01; N.Y. Penal Law §§ 275.00 à 275.45; Tex. Bus. & Com. Code § 35.93; Cal. Civ. Code § 980; Ill. Code Ann. ch. 720-5-16-7 à 16-8; D.C. Code Ann. § 22-3814.

La nouvelle législation fédérale contre l'enregistrement non autorisé ne comporte pas de limite d'application en ce qui concerne les représentations ou exécutions en direct qui ont eu lieu avant qu'elle n'entre en vigueur.

3. Selon certains textes juridiques des Etats-Unis, l'agencement des menus d'un programme d'ordinateur constitue une "méthode de fonctionnement" qui ne peut être protégée par un droit d'auteur. Veuillez expliquer en quoi cette règle est compatible avec l'obligation, établie à l'article 10:1 de l'Accord sur les ADPIC, de protéger les programmes d'ordinateur en tant qu'oeuvres littéraires en vertu de la Convention de Berne.

Conformément à l'article 10:1 de l'Accord sur les ADPIC, la législation américaine considère les programmes d'ordinateur comme des oeuvres littéraires. Voir les définitions des expressions

"computer programme" (programme d'ordinateur) et "literary work" (oeuvre littéraire), 17 U.S.C. § 101. En vertu de la Loi sur le droit d'auteur, la portée de la protection accordée aux oeuvres littéraires, comme à toute oeuvre protégée par le droit d'auteur, est circonscrite par ce qui est connu comme "la dichotomie idée/expression", codifiée à l'article 102 b), qui dispose que: "la protection conférée au titre du droit d'auteur pour les oeuvres de l'esprit ne s'étend en aucun cas aux idées, procédés, procédures, systèmes, modes opératoires, concepts, principes ou découvertes, quelle que soit la manière dont ils sont décrits, expliqués, illustrés ou incorporés dans ladite oeuvre". Ainsi, dans son examen de la portée du droit d'auteur dans le cadre d'une poursuite pour atteinte au droit d'auteur, un tribunal doit faire la distinction entre les éléments de l'oeuvre qui constituent l'idée et ceux qui constituent l'expression. L'Accord sur les ADPIC incorpore la même notion à l'article 9:2, limitant la protection conférée par le droit d'auteur "aux expressions et non aux idées, procédures, méthodes de fonctionnement ou concepts mathématiques en tant que tels".

Il est souvent difficile de faire la distinction entre idée et expression, que ce soit dans la législation des Etats-Unis ou dans celle d'autres pays. En ce qui concerne les programmes d'ordinateur, les tribunaux américains ont dû le faire comme pour toute autre sorte d'oeuvre littéraire. Un petit nombre d'entre eux ont refusé la protection à certains agencements de menus qu'ils ont considérés comme des "modes opératoires" aux termes de l'article 102 b). Le gouvernement américain n'estime pas nécessairement que ce résultat est juste, mais il s'agit là d'un jugement défendable. Lorsqu'elle a examiné cette question il y a quelques mois, la Cour suprême s'est trouvée également divisée et, par conséquent, elle n'a pas formulé d'opinion. Voir *Lotus Development Corp. contre Borland*, 116 S.Ct. 1062 (1996).

4. Conformément à l'article 104A d) 2) du Titre 17 du Code, le titulaire du droit d'auteur doit notifier son intention de faire valoir un droit d'auteur rétabli à l'encontre des utilisateurs au titre du régime antérieur. Veuillez expliquer en quoi cette prescription est compatible avec l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC, associé à l'article 5 2) de la Convention de Berne, qui interdit de subordonner la protection des droits à des formalités.

L'"avis d'intention de faire valoir un droit d'auteur rétabli" prévu à l'article 104A d) 2) du Titre 17 du Code américain est compatible avec l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC pris conjointement avec les articles 5 2) et 18 de la Convention de Berne.

En vertu de la Loi de 1994 portant mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay, le droit d'auteur portant sur les oeuvres répondant aux conditions requises des autres Membres de l'OMC a été rétabli automatiquement le 1er janvier 1996, sans que le détenteur du droit n'ait à intervenir. Voir 17 U.S.C. § 104A a) 1) A). En vertu de la législation américaine, ce droit d'auteur peut être exercé dans la même mesure que tout droit d'auteur existant en ce qui concerne les usages futurs des oeuvres, c'est-à-dire les usages entrepris après la date du rétablissement. Voir 17 U.S.C. § 104A d) 1).

Les "avis d'intention" prévus par la Loi ne portent pas atteinte au rétablissement automatique et au maintien du droit d'auteur. Ils ne visent que les droits des utilisateurs au titre du régime antérieur, c'est-à-dire de ceux qui ont investi dans la distribution des oeuvres dont la protection a été récemment rétablie ou dans la création d'oeuvres dérivées fondées sur ces oeuvres, alors que ces oeuvres étaient dans le domaine public. Vu que la Convention de Berne permet une certaine souplesse dans la façon de mettre en oeuvre l'octroi rétroactif de la protection en ce qui concerne les utilisateurs en question, les avis d'intention ne vont pas à l'encontre de l'interdiction générale concernant les formalités énoncées à l'article 5 2).

L'article 18 3) de la Convention de Berne dispose que: "les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives à [l'application du principe]" de rétroactivité énoncé à l'article 18 1). Il autorise des exceptions restreintes à l'application d'une protection rétroactive aux

oeuvres existantes dans les cas où une partie s'est fondée sur le fait qu'il n'existait pas antérieurement de protection pour investir dans l'utilisation de l'oeuvre. Voir le GUIDE DE LA CONVENTION DE BERNE PUBLIE PAR L'OMPI ¶ 18.6 (1978); Sam Ricketson, THE BERNE CONVENTION FOR THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS: 1886-1986, § 12.11 pages 674 et 675 (1987).

En adoptant la Loi portant mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay, le Congrès s'est prévalu de cette souplesse afin d'assurer l'équité et d'éviter les problèmes juridiques qui pourraient se poser eu égard à la Constitution. Il l'a fait en accordant aux utilisateurs, au titre du régime antérieur, certains privilèges très précis pour leur permettre de poursuivre les utilisations en cours de l'oeuvre dont la protection est rétablie. Voir 17 U.S.C. § 104A d). Sauf dans le cas d'une oeuvre dérivée fondée sur une oeuvre dont la protection est rétablie, le titulaire du droit d'auteur rétabli se voit accorder la possibilité de mettre fin à ces privilèges après une période de 12 mois en informant les utilisateurs au titre du régime antérieur de son intention de faire valoir le droit rétabli. Pour cela, il peut déposer un "avis d'intention" auprès du Bureau du droit d'auteur dans les deux ans suivant la date de rétablissement; l'ensemble des utilisateurs sont alors informés de la revendication du titulaire du droit d'auteur. L'autre possibilité ne suppose aucune participation du gouvernement, elle ne donne lieu au paiement d'aucune taxe, et elle n'est pas limitée dans le temps: à tout moment pendant la durée de validité du droit d'auteur, le titulaire de ce droit peut signifier un avis d'intention à un utilisateur au titre du régime antérieur. L'avis d'intention est, en fait, un simple mécanisme permettant de faire au droit rétabli les ajustements nécessaires pour éviter de pénaliser les utilisateurs qui ont agi jusque-là en respectant la Loi.

En résumé, l'avis d'intention est considéré comme une condition raisonnable d'application du principe de rétroactivité en vertu de l'article 18 3).³

5. Conformément à l'article 104A d) 2) du Titre 17 du Code, une partie utilisatrice dispose d'un délai de grâce de 12 mois en ce qui concerne les actes déjà engagés qui portent atteinte à un droit d'auteur rétabli. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'obligation, établie à l'article 70 de l'Accord sur les ADPIC, de protéger le droit d'auteur pour ce qui est des oeuvres existantes conformément à l'article 18 1) de la Convention de Berne (1971).

Le délai de grâce de 12 mois prévu pour les utilisateurs à l'article 104A d) 2) du Titre 17 du Code est compatible avec l'obligation, énoncée à l'article 70 de l'Accord sur les ADPIC, d'accorder une protection par le droit d'auteur pour les oeuvres existantes conformément à l'article 18 1) de la Convention de Berne.

L'article 18 3) de la Convention de Berne dispose que "les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives à [l']application du principe" de rétroactivité énoncé à l'article 18 1). Ce paragraphe permet des exceptions restreintes à l'application de la protection rétroactive pour les oeuvres existantes dans les cas où une partie s'est fondée sur le fait qu'il n'existait pas auparavant de protection pour investir dans l'utilisation d'une oeuvre. Voir le GUIDE DE LA CONVENTION DE BERNE PUBLIE PAR L'OMPI ¶ 18.6 (1978); Sam Ricketson, THE BERNE CONVENTION FOR THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS: 1886-1986, § 12.11, pages 674 et 675 (1987).

En adoptant la Loi portant mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay, le Congrès s'est prévalu de cette souplesse afin d'assurer l'équité et d'éviter les problèmes juridiques qui pourraient se poser eu égard à la Constitution. Il l'a fait en accordant aux utilisateurs, au titre du régime antérieur,

³Voir la question complémentaire à la suite de la question 5 des CE.

certain privilèges très précis pour leur permettre de poursuivre les utilisations de l'oeuvre dont la protection est rétablie. Voir 17 U.S.C. § 104A d). Ces privilèges comprennent une période de grâce de 12 mois après que le titulaire du droit d'auteur a notifié son intention de faire valoir le droit rétabli. Cette période de grâce restreinte est considérée comme une condition raisonnable d'application du principe de rétroactivité en vertu de l'article 18 3).

[Question complémentaire se rapportant aux questions 4 et 5]

Veillez expliquer le sens de l'expression "reliance party" ("utilisateur au titre du régime antérieur") dans la Loi américaine sur le droit d'auteur.

Veillez expliquer quels sont les "privilèges très précis" accordés aux utilisateurs au titre du régime antérieur en ce qui concerne les oeuvres dont la protection est rétablie.

Veillez indiquer aussi si les utilisateurs au titre du régime antérieur peuvent continuer d'utiliser indéfiniment les oeuvres dont la protection est rétablie dans le cas où le titulaire du droit d'auteur ne signifie pas d'avis d'intention.

Pour ce qui est du sens de l'expression "*reliance parties*" ("utilisateurs au titre du régime antérieur") dans la Législation américaine, nous renvoyons les Communautés européennes à l'article 104A h) 4) de la Loi sur le droit d'auteur qui contient une définition de cette expression. Cette disposition n'a pas encore été appliquée ni interprétée par les tribunaux fédéraux américains.

De même, les privilèges très précis reconnus aux utilisateurs au titre du régime antérieur en ce qui concerne les oeuvres dont la protection est rétablie sont indiqués à l'article 104A d) 2) de la Loi sur le droit d'auteur. Cette disposition précise les recours possibles contre les utilisateurs au titre du régime antérieur et, par conséquent, elle définit nécessairement la portée des actes que ces parties peuvent accomplir en ce qui concerne ces oeuvres.

Un utilisateur au titre du régime antérieur ne peut utiliser une oeuvre dont la protection est rétablie que d'une manière étroitement définie tant que le propriétaire du droit d'auteur ne lui a pas signifié ou déposé un avis d'intention. En premier lieu, le statut d'utilisateur au titre du régime antérieur doit être établi à l'égard de chacune des oeuvres. Ensuite, l'utilisateur doit s'être engagé dans une série continue d'actes; l'interruption de ces actes pendant une période de temps importante le privera du statut d'utilisateur au titre du régime antérieur. Voir 140 Cong. Rec. E2264 (8 octobre 1994). Troisièmement, le statut d'utilisateur au titre du régime antérieur ne vaut que pour le même type d'actes que ceux qui ont déjà été accomplis en ce qui concerne l'oeuvre dont la protection est rétablie; il ne peut pas être étendu à de nouveaux types d'actes. Quatrièmement, les titulaires du droit d'auteur peuvent engager une action à tout moment pendant la durée de validité du droit d'auteur pour faire valoir leur droit; tous les privilèges reconnus aux utilisateurs au titre du régime antérieur prennent alors fin à l'expiration d'une période de grâce de 12 mois.

6. Conformément à l'article 104A d) 3) du Titre 17 du Code, un utilisateur au titre du régime antérieur peut continuer à exploiter une oeuvre existante dérivée d'une oeuvre dont les droits ont été rétablis s'il verse au titulaire du droit une compensation raisonnable. Veillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC qui incorpore les dispositions de la Convention de Berne (1971) relatives aux droits exclusifs.

L'exception limitée accordée aux utilisateurs au titre du régime antérieur qui possèdent des oeuvres dérivées d'une oeuvre dont la protection est rétablie et qui ont été créées avant la date du rétablissement est compatible avec l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui incorpore des dispositions relatives aux droits exclusifs de la Convention de Berne.

L'article 18 3) de la Convention de Berne dispose que: "les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, les modalités relatives à [(l')application du principe" de rétroactivité énoncé à l'article 18 1). Ce paragraphe permet des exceptions restreintes à l'application de la protection rétroactive pour les oeuvres existantes dans les cas où une partie s'est fondée sur le fait qu'il n'existait pas auparavant de protection pour investir dans l'utilisation de l'oeuvre. Voir le GUIDE DE LA CONVENTION DE BERNE PUBLIE PAR L'OMPI ¶ 18.6 (1978); Sam Ricketson, THE BERNE CONVENTION FOR THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS: 1886-1986, § 12.11 aux pages 674 et 675 (1987).

En adoptant la Loi portant mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay, le Congrès s'est prévalu de cette souplesse afin d'assurer l'équité et d'éviter les problèmes juridiques qui pourraient se poser eu égard à la constitution. Il l'a fait en accordant aux utilisateurs au titre du régime antérieur certains privilèges très précis, pour leur permettre de poursuivre les utilisations de l'oeuvre dont la protection est rétablie. Voir 17 U.S.C. § 104A d). Ces privilèges comprennent la possibilité pour le propriétaire d'oeuvres dérivées d'oeuvres dont la protection est rétablie et qui ont été créés avant la date de ce rétablissement de continuer à exploiter ces oeuvres dérivées s'il verse une compensation raisonnable au titulaire du droit d'auteur rétabli. Cette exception limitée garantit que les auteurs d'une nouvelle oeuvre créative ne seront pas empêchés de l'exploiter à cause d'une modification du statut juridique des oeuvres antérieures, et elle est considérée comme une condition raisonnable d'application du principe de rétroactivité en vertu de l'article 18 3).

7. Conformément à l'article 104A a) 1) B) du Titre 17 du Code, la durée de protection d'une oeuvre dont les droits ont été rétablis est le reste de la durée de protection dont l'oeuvre aurait bénéficié aux Etats-Unis si elle n'était pas tombée dans le domaine public. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui incorpore les dispositions de l'article 7 1) de la Convention de Berne (1971) concernant la durée de protection.

La durée de protection d'une oeuvre dont les droits ont été rétablis en vertu de l'article 104A a) 1) B) du Titre 17 du Code est compatible avec les prescriptions de la Convention de Berne telles qu'elles sont incorporées dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 9:1.

En vertu de la législation américaine, les oeuvres dont la protection est rétablie sont traitées de la même façon que les oeuvres qui ont toujours eu droit à une protection par le droit d'auteur, et elles bénéficient donc de la même durée de protection que si elles n'étaient pas tombées dans le domaine public. La durée de protection reconnue à ces oeuvres est équivalente à la durée requise par l'Accord sur les ADPIC par incorporation de l'article 7 1) de la Convention de Berne et elle lui est même parfois supérieure. Voir la réponse à la question 10 ci-dessous.⁴

8. Conformément à l'article 104A h) 6) D) du Titre 17 du Code, la définition d'une oeuvre dont les droits ont été rétablis est limitée aux oeuvres "dont la première publication a eu lieu dans un pays remplissant les conditions requises et n'a pas été suivie d'une publication aux Etats-Unis dans un délai de 30 jours". Veuillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'obligation, établie à l'article 70 de l'Accord sur les ADPIC, de protéger les droits d'auteur pour ce qui est des oeuvres existantes conformément à l'article 18 1) de la Convention de Berne (1971).

Le fait de limiter la définition de l'expression "oeuvres dont la protection est rétablie" à l'article 104A h) 6) D) du Titre 17 du Code aux oeuvres "dont la première publication a eu lieu dans un pays remplissant les conditions requises et n'a pas été suivie d'une publication aux Etats-Unis dans un délai de 30 jours" est compatible avec l'obligation énoncée à l'article 70 de l'Accord sur les ADPIC

⁴Voir la question complémentaire après la question 10 des CE.

de fournir une protection par le droit d'auteur aux oeuvres existantes conformément à l'article 18 1) de la Convention de Berne.

Les obligations des Etats-Unis au titre de l'Accord sur les ADPIC concernent les oeuvres des autres pays Membres de l'Organisation mondiale du commerce, non les oeuvres américaines. En mettant en oeuvre l'obligation faite à l'article 70 de protéger les oeuvres existantes (ce qui représente un changement majeur en ce sens qu'un grand nombre d'oeuvres du monde entier sont retirées du domaine public), le Congrès a décidé de ne pas rétablir la protection pour les oeuvres américaines.

Cette décision a fait qu'il a été nécessaire de définir une oeuvre américaine aux fins du rétablissement du droit d'auteur. La définition adoptée constitue une solution raisonnable et adéquate, inspirée de la notion de "publication simultanée" de la Convention de Berne. Voir l'article 3 4) de la Convention de Berne. Si une oeuvre a été publiée aux Etats-Unis dans les 30 jours suivant sa première publication à l'étranger, elle est considérée comme publiée simultanément dans les deux pays et, par conséquent, elle peut être considérée comme une oeuvre américaine.

[Question complémentaire]

Il est dit dans la réponse à la question 8 que les oeuvres publiées simultanément aux Etats-Unis et dans un pays étranger constituent des oeuvres américaines. Veuillez indiquer en quoi cette interprétation est compatible avec l'article 5 4) b) de la Convention de Berne, qui dispose que les oeuvres publiées simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un pays de l'Union sont considérées comme des oeuvres de ce dernier pays.

L'article 5 4) b) de la Convention de Berne ne définit l'expression "pays d'origine" qu'aux fins de l'utilisation de cette expression pour l'application de la Convention de Berne et ne vise que les oeuvres publiées simultanément dans un pays étranger à l'Union. L'Accord sur les ADPIC ne contient pas la notion de "pays d'origine". Comme nous l'avons dit dans notre réponse initiale à cette question, la définition d'une oeuvre visée par une protection rétroactive en vertu de la législation américaine est nécessaire et raisonnable.

9. Les Etats-Unis ne donnent pas aux auteurs d'oeuvres cinématographiques le droit d'autoriser ou de refuser la location de ces oeuvres au public. Veuillez expliquer comment cela est compatible avec l'obligation établie à l'article 11 de l'Accord sur les ADPIC.

L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC exempte les pays Membres de l'obligation de prévoir des droits de location pour les oeuvres cinématographiques "à moins que cette location n'ait conduit à la réalisation largement répandue de copies de ces oeuvres qui compromet de façon importante le droit exclusif de reproduction". Vu la structure du marché actuelle de la location des oeuvres cinématographiques aux Etats-Unis et l'état actuel de la technologie de reproduction, l'absence de droit de location ne semble pas compromettre de façon importante le droit de reproduction. L'industrie cinématographique américaine nous a fait savoir qu'il en était ainsi, et nous n'avons aucune preuve nous permettant d'en douter.

[Question complémentaire]

Les Etats-Unis établiront-ils un droit de location pour les auteurs d'oeuvres cinématographiques si des auteurs de pays Membres de l'OMC apportent la preuve que des oeuvres sont copiées à grande échelle?

Si des auteurs d'un pays Membre de l'OMC apportaient la preuve que des oeuvres cinématographiques sont copiées à large échelle aux Etats-Unis, cette preuve serait sans doute examinée par le Congrès, de même que tout autre élément de preuve disponible à ce sujet.

Si nous arrivons à la conclusion que, en fait, des oeuvres sont copiées à large échelle aux Etats-Unis à cause de l'absence de droit de location, nous aviserions le Congrès qu'il serait opportun d'établir un tel droit pour les oeuvres cinématographiques.

Pour le moment cependant, il n'y a aucun élément de preuve allant dans ce sens et, par conséquent, il n'est pas nécessaire d'établir aux Etats-Unis un droit de location pour ces oeuvres.

10. Conformément à l'article 304 du titre 17 du Code, la durée maximale de protection des droits d'auteur qui subsistaient avant le 1er janvier 1978 est de 75 ans. Veuillez expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui incorpore les dispositions de l'article 7 1) de la Convention de Berne (1971) relatives à la durée de la protection, selon lesquelles cette durée comprend la vie de l'auteur plus 50 ans.

La durée de protection pour des droits d'auteur en vertu de la Loi américaine est compatible avec l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui incorpore la durée de protection établie à l'article 7 1) de la Convention de Berne.

Depuis que la Loi actuelle sur le droit d'auteur est entrée en vigueur le 1er janvier 1978, la durée normale de protection du droit d'auteur comprend la vie de l'auteur plus 50 ans. Voir 17 U.S.C., § 302. Il existe une exception pour les droits d'auteur qui étaient déjà en vigueur à cette date, pour lesquels la durée de protection est normalement de 75 ans à compter de la date de publication. Voir 17 U.S.C., § 304. Cette durée de protection de 75 ans, maintenant accordée à ces oeuvres plus anciennes sans qu'il soit nécessaire de présenter une demande de renouvellement, représente une augmentation considérable par rapport à la durée maximale antérieure, de 50 ans.

La durée de protection de 75 ans à partir de la publication est fondée sur une évaluation générale de la durée de vie de l'auteur plus 50 ans, basée sur un critère initial de publication plutôt que sur la vie de l'auteur. Elle sera souvent plus longue - chaque fois que l'auteur décède moins de 25 ans après la publication.

[Question complémentaire se rapportant aux questions 7 et 10]

Pour les oeuvres antérieures à 1978, y compris les oeuvres dont la protection est rétablie, la durée de protection aux Etats-Unis sera plus courte que la vie de l'auteur plus 50 ans, si l'auteur vit plus de 25 ans après la date de publication. Veuillez indiquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC.

Comme il est dit dans les réponses initiales à ces questions, les Etats-Unis estiment que la durée de protection prévue par leur législation est équivalente à celle qu'exigent l'Accord sur les ADPIC et la Convention de Berne et qu'elle est compatible avec cette durée.

11. L'article 110 5) de la Loi de 1976 sur le droit d'auteur prévoit des exceptions en ce qui concerne la protection par le droit d'auteur pour la représentation ou l'exécution d'oeuvres protégées par le droit d'auteur sur des appareils récepteurs d'un modèle couramment utilisé dans les foyers. Les autorités américaines peuvent-elles concilier cette exception avec l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce? L'article premier de cet Accord dispose que les Membres doivent donner effet aux dispositions de l'Accord.

L'article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur est connu sous le nom d'exception concernant certaines représentations devant audience restreinte. Il permet aux petits commerçants de faire écouter la radio dans leurs boutiques et il est évident qu'il entre dans la catégorie des exceptions aux droits reconnues à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC.

La formulation juridique de cette exception la restreint sensiblement; c'est ainsi que le Congrès souhaitait la voir appliquer et c'est ainsi que les tribunaux l'ont appliquée dans les faits.

La formulation juridique de l'exception a une portée étroite. Cette exception est restreinte quant aux types d'équipement autorisé: il doit s'agir d'"un appareil récepteur isolé d'un modèle couramment utilisé dans les foyers". Elle s'applique seulement à la communication d'émissions, lorsque la personne qui fait écouter la radio ou utilise un autre appareil ne perçoit pas de droit pour permettre de voir ou d'entendre l'émission. Enfin, l'émission ne doit pas être retransmise ensuite au public.

Le Congrès souhaitait que la portée de cette disposition soit très limitée. Son intention apparaît dans l'historique de l'élaboration de la législation d'après lequel la disposition n'est censée s'appliquer qu'aux transmissions d'émissions et aux petits établissements commerciaux:

Cette disposition exempterait les petits établissements commerciaux dont les propriétaires ne font qu'apporter dans leurs locaux un équipement de radio ou de télévision courant et communiquer des émissions pour le bénéfice de leurs clients, mais elle prévoit une obligation lorsque le propriétaire installe un "système de diffusion sonore" de type commercial ou qu'il convertit un appareil récepteur couramment utilisé dans les foyers en un système de diffusion sonore de type commercial. H.R. Rep. n° 1476, 94th Cong., 2d Sess. 87 (1976).

Les tribunaux ont aussi donné une interprétation étroite à cette disposition: si l'équipement de réception et les hauts-parleurs sont d'une trop grande technicité ou trop puissants, l'exception ne s'applique pas. Voir, par exemple, *Sailor Music contre The Gap Stores, Inc.*, 516 F. Supp. 923 (S.D.N.Y.), *aff'd*, 668 F.2d 84 (2d Cir. 1981), *cert. denied*, 456 U.S. 945 (1982).

12. Nous savons que plusieurs projets de loi ont été déposés au Sénat américain dans le but de modifier le Titre 17 du Code américain (S1628, 20 mars 1996). Ces projets de loi visent à étendre l'exception prévue à l'article 110 5) de la Loi de 1976 sur le droit d'auteur. Le représentant pour les questions commerciales internationales peut-il justifier ce manquement éventuel à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce?

Les projets de loi qui modifieraient l'article 110 5) sont les suivants: H.R. 789, S. 1619 et S. 1628. H.R. 789, 104th Cong., 1st Sess. (1995); S. 1619, 104th Cong., 2d Sess. (1996), S. 1628, 104th Cong., 2d Sess. (1996). Il n'y a pas eu d'audiences à leur sujet et on ne sait pas encore ce qu'il en adviendra. Des discussions sont en cours sur ces questions, et il y est tenu compte des obligations internationales des Etats-Unis.

13. Les autorités américaines peuvent-elles comparer les dispositions ci-après concernant les licences obligatoires:

Titre 17, EU - article 115	-	Enregistrement d'oeuvres musicales
Titre 17, EU - article 111	-	Télévision par câble
Titre 17, EU - article 116	-	Appareils d'écoute de phonogrammes mis en marche au moyen d'une pièce de monnaie (jukeboxes)

- | | | |
|-----------------------------------|----------|---|
| Titre 17, EU - article 118 | - | Radiodiffusion non commerciale |
| Titre 17, EU - article 119 | - | Transmissions par des organismes d'acheminement par satellite d'émissions de télévision en vue de la réception privée à domicile |

avec les dispositions de la Convention de Berne associées à l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC:

- | | | |
|------------------------------------|----------|---|
| Article 9, paragraphe 1 | - | "Les auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques protégées par la présente convention jouissent du droit exclusif d'autoriser la reproduction de ces oeuvres, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit." |
| Article 11bis, paragraphe 1 | - | Droit de rediffusion par câble

"Les auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser (...) toute communication publique, soit par fil, soit sans fil, de l'oeuvre radiodiffusée, lorsque cette communication est faite par un autre organisme que celui d'origine." |
| Article 11, paragraphe 1 | - | Droit de représentation ou d'exécution publique

"Les auteurs d'oeuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales jouissent du droit exclusif d'autoriser la représentation et l'exécution publiques de leurs oeuvres, y compris la représentation et l'exécution publiques par tous moyens ou procédés." |
| Article 11bis, paragraphe 1 | - | Droit de radiodiffusion

"Les auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser la radiodiffusion de leurs oeuvres ou la communication publique de ces oeuvres par tout autre moyen servant à diffuser sans fil les signes, les sons ou les images." |

Il existe plusieurs licences obligatoires en vertu de la législation américaine, et elles sont toutes autorisées par la Convention de Berne incorporée dans l'Accord sur les ADPIC.

L'article 115 prévoit l'octroi d'une licence obligatoire, autorisée par l'article 13 1) de la Convention de Berne, en ce qui concerne la réalisation et la distribution de phonogrammes d'oeuvres musicales non dramatiques. Cette licence ne peut être obtenue qu'après que le titulaire du droit d'auteur a autorisé la distribution de phonogrammes de l'oeuvre. Les articles 111 et 119 prévoient l'octroi de licences pour les transmissions secondaires par câble et par satellite, ce qui est autorisé par l'article 11bis 2) de la Convention de Berne. L'article 118 prévoit une licence obligatoire pour l'utilisation de certaines oeuvres en liaison avec la radiodiffusion non commerciale, ce qu'autorisent les articles 11bis et 9 2) de la Convention de Berne. L'article 116 ne prévoit pas de licence obligatoire.

Il permet plutôt la négociation de licences pour des représentations ou exécutions publiques au moyen de jukeboxes en autorisant la négociation d'accords à l'échelle de toute l'industrie sans qu'il y ait de problèmes liés à la législation antitrust et en prévoyant la possibilité de recourir aux procédures d'arbitrage du Bureau du droit d'auteur. Depuis 1989, toutes les licences relevant de l'article 116 sont des licences négociées volontairement.

14. Les Etats-Unis peuvent-ils justifier les exceptions judiciaires qui ont généralement cours aux Etats-Unis et l'incapacité du pouvoir législatif de clarifier cette question en adoptant le Titre 17 du Code - 1976, au regard de la Convention de Berne, notamment l'article 11, paragraphe 1, et de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, article 9, paragraphe 1?

Nous ne pouvons pas répondre à la question car nous ne comprenons pas à quelle jurisprudence l'expression "les exceptions judiciaires qui ont généralement cours aux Etats-Unis" fait référence.

15. L'article 14:4 de l'Accord sur les ADPIC prévoit une protection pour la location des oeuvres reproduites sur phonogrammes; les Etats-Unis peuvent-ils dire en quoi les principes généraux du droit d'auteur du Titre 17 suffisent à garantir cette protection?

Les articles 106 et 109 de la Loi sur le droit d'auteur reconnaissent aux détenteurs d'un droit sur des enregistrements sonores la possibilité d'exercer un contrôle sur la location de ces enregistrements. Par conséquent, à titre de titulaire du droit d'auteur, le producteur se voit accorder la possibilité de contrôler la location de l'enregistrement sonore, conformément à l'article 14:4 de l'Accord sur les ADPIC.

16. De même, les Etats-Unis peuvent-ils dire en quoi les principes généraux du droit d'auteur du Titre 17 suffisent à garantir la protection prévue à l'article 14:4 de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les artistes interprètes ou exécutants?

Comme nous l'avons vu en ce qui concerne la question 1, les articles 106 et 109 de la Loi sur le droit d'auteur reconnaissent au détenteur d'un droit sur des enregistrements sonores la possibilité d'exercer un contrôle sur la location de ces enregistrements. Comme, en vertu de la législation américaine, les artistes interprètes ou exécutants peuvent être auteurs des enregistrements sonores et titulaires du droit d'auteur sur ces enregistrements, ils peuvent exercer un contrôle sur la location, conformément à l'article 14:4 de l'Accord sur les ADPIC.

17. Comment le Titre 17 permet-il aux artistes interprètes ou exécutants d'empêcher les actes visés à l'article 14:1 de l'Accord sur les ADPIC, notamment ceux qui sont ressortissants d'autres pays Membres de l'OMC?

Les Etats-Unis ont complètement mis en oeuvre l'article 14:1 de l'Accord sur les ADPIC. Même s'il existait déjà des droits en vertu de la législation de certains Etats, ils ont prévu, au niveau fédéral, un droit d'action contre la fixation non autorisée de représentations ou d'exécutions en direct, la reproduction non autorisée de ces fixations et la diffusion non autorisée de ces représentations ou exécutions en direct. Des voies de recours civiles et des sanctions pénales sont prévues en cas de violation.

Ces dispositions accordent des droits aux artistes interprètes ou exécutants de tous les pays de l'OMC, que ceux-ci peuvent faire valoir devant les tribunaux américains sur la base du traitement national.

V. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR L'INDE

1. Veuillez expliquer comment les Etats-Unis assurent le traitement national aux oeuvres, phonogrammes et représentations ou exécutions des autres Membres de l'OMC. Dans ce contexte, quel est l'objet du maintien de l'exception prévue à l'article 104 c) et quel est le droit que les Etats-Unis entendent refuser? Veuillez aussi indiquer la disposition en vertu de laquelle les Etats-Unis accordent le traitement national aux artistes interprètes ou exécutants étrangers aux Etats-Unis et/ou aux représentations ou exécutions qui ont lieu hors de leur juridiction.

Les Etats-Unis accordent le traitement national aux oeuvres des autres Membres de l'OMC par application de l'article 104 de la Loi sur le droit d'auteur. Cet article protège, entre autres, toutes les oeuvres non publiées sans considération de la nationalité ou du domicile de leur auteur et toutes les oeuvres publiées par les ressortissants d'autres pays qui sont parties à un traité sur le droit d'auteur auquel les Etats-Unis sont aussi partie. Comme les phonogrammes sont des oeuvres de l'esprit protégées par le droit d'auteur en vertu de la législation américaine (voir 17 U.S.C. § 102 7)), ils sont aussi protégés par l'article 104.

L'article 104 c) de la Loi sur le droit d'auteur ne constitue pas une exception au traitement national. Il indique simplement que, aux Etats-Unis, la Convention de Berne n'est pas directement applicable et que les droits ne sont conférés que par les dispositions de la législation nationale. Cela correspond à la façon habituelle de mettre en oeuvre les traités internationaux dans le système juridique américain.

En ce qui concerne les artistes interprètes ou exécutants, ils peuvent, en vertu de la législation américaine, être coauteurs de phonogrammes et, par conséquent, jouir des droits du titulaire du droit d'auteur, lesquels sont accordés sur la base du traitement national, comme on l'a vu ci-dessus. Ils sont aussi protégés par les législations des Etats, comme nous l'avons indiqué dans notre réponse à la question 2 et à la question complémentaire posées par les Communautés européennes et leurs Etats membres. Nous avons satisfait à nos autres obligations au titre de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC en adoptant, en 1994, un nouvel article 1101 au Titre 17. Cet article prévoit le plein traitement national, étant donné qu'il ne prévoit aucune limitation quant à la nationalité des artistes interprètes ou exécutants admis à bénéficier de la protection ou quant au lieu de la représentation ou de l'exécution. Il dispose explicitement que toute distribution d'une fixation non autorisée peut faire l'objet de poursuite "que les fixations aient ou non eu lieu aux Etats-Unis". Voir 17 U.S.C. § 1101 a) 3).

2. En ce qui concerne la durée de protection du droit d'auteur, veuillez expliquer pourquoi les Etats-Unis ont besoin de conserver l'article 301 e)?

L'article 301 e) confirme simplement que le rapport entre la législation fédérale des Etats-unis et la législation des Etats n'a pas été modifié par l'adhésion des Etats-Unis à la Convention de Berne.

3. Veuillez indiquer si, et en vertu de quelle disposition précise, les Etats-Unis protègent les compilations de données.

En vertu de la législation américaine, les compilations de données qui constituent des oeuvres de l'esprit original sont protégées à titre d'oeuvres littéraires. Voir 17 U.S.C. § 101 (définitions des expressions "compilation" et "oeuvres littéraires"); § 102 (objet du droit d'auteur en général); § 103 (existence et portée du droit d'auteur sur les compilations).

4. Veuillez indiquer en vertu de quelle disposition spécifique les programmes d'ordinateur sont considérés comme des oeuvres littéraires, ainsi que l'exige l'article 10:1 de l'Accord sur les

ADPIC et dire si la définition des programmes d'ordinateur donnée à l'article 101 vise les codes source et objet.

Les programmes d'ordinateur sont considérés comme des oeuvres littéraires en vertu de la Loi sur le droit d'auteur. Cela est clairement établi par la définition de l'expression "oeuvres littéraires" qui englobe les "oeuvres (...) exprimées sous forme de mots, de nombres ou d'autres symboles ou signes verbaux ou numériques, indépendamment de la nature des objets, matériels, tels que livres, périodiques, manuscrits, phonogrammes, films, bandes, disques ou cartes, qui leur servent de support". Voir 17 U.S.C. § 101. Voir aussi la définition de l'expression "programme d'ordinateur". L'historique de l'élaboration de la législation et la jurisprudence le confirment explicitement. Voir H.R. Rep. n° 1476, 94th Cong., 2d Sess. 54 (1976); *Apple Computer, Inc. contre Franklin Computer Corp.*, 714 F.2d 1240, 1249 (3d Cir. 1983).

La définition de l'expression "programme d'ordinateur" à l'article 101 n'est pas limitée à un langage ou à une forme particuliers de l'"ensemble d'indications ou d'instructions". La jurisprudence a établi clairement que la protection par le droit d'auteur s'applique aussi aux programmes d'ordinateur en code source et code objet. Voir, par exemple, *Apple Computer, Inc. contre Franklin Computer Corp.*, 714 F.2d 1240, 1249 (3d Cir. 1983).

5. Veuillez indiquer comment l'article 14:3 de l'Accord sur les ADPIC sur les droits de radiodiffusion est mis en oeuvre par la loi américaine. Veuillez préciser si les actes de fixation, de reproduction de fixations, de réémission et de communication au public d'émissions de télévision peuvent être spécifiquement empêchés par le titulaire du droit d'auteur et/ou les organisations de radiodiffusion aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis garantissent certains aspects des droits de radiodiffusion en vertu de diverses lois, notamment la Loi sur le droit d'auteur. Ainsi qu'il est prévu à l'article 14:3 de l'Accord sur les ADPIC, les Etats-Unis "donne[nt] aux titulaires du droit d'auteur sur le contenu d'émissions la possibilité d'empêcher" tous les actes mentionnés dans cet article.

[Question complémentaire]

Quelles sont les "diverses lois" en vertu desquelles "certains aspects" des droits de radiodiffusion sont couverts et quels sont les aspects qui ne sont pas couverts?

Les Etats-Unis n'accordent pas de droits aux organismes de radiodiffusion en tant que tels, bien que la Loi de 1934 sur les communications reconnaisse un droit d'action au civil pour la réception non autorisée de certaines communications. Voir 47 U.S.C., § 605. Ils offrent une autre possibilité, expressément autorisée par l'article 14:3 de l'Accord sur les ADPIC, lequel dispose que "[d]ans les cas où les Membres n'accorderont pas de tels droits à des organismes de radiodiffusion, ils donneront aux titulaires du droit d'auteur sur le contenu d'émissions la possibilité d'empêcher des actes susmentionnés, sous réserve des dispositions de la Convention de Berne (1971)". Les droits en question sont les droits d'interdire les actes suivants lorsqu'ils sont entrepris sans autorisation: fixation, reproduction de fixations et réémission par le moyen des ondes électromagnétiques d'émissions ainsi que communication au public d'émissions de télévision.

La Loi sur le droit d'auteur protège l'objet des émissions. Voir 17 U.S.C., §§ 101 (y compris les définitions des expressions "fixées" et "oeuvres audiovisuelles"), et 102 a). Cette protection comprend aussi le droit d'empêcher les actes suivants, lorsqu'ils sont entrepris sans autorisation: reproduction, distribution, présentation au public et représentation ou exécution en public. Voir 17 U.S.C., § 106. Ces droits exclusifs donnent aux titulaires du droit d'auteur la possibilité d'empêcher les actes visés à l'article 14:3 de l'Accord sur les ADPIC.

En plus de cette protection accordée aux titulaires du droit d'auteur sur l'objet des émissions, les organismes de radiodiffusion peuvent aussi être titulaires d'un droit d'auteur sur les compilations d'oeuvres qui constituent une journée d'émissions, à condition qu'il y ait suffisamment d'oeuvres de l'esprit dans cette compilation. En tant que titulaire du droit d'auteur sur la journée d'émissions, l'organisme de radiodiffusion peut exercer les mêmes droits exclusifs à l'égard de cette compilation que ceux que les titulaires du droit d'auteur sur l'objet de l'émission peuvent exercer à concurrence de leurs contributions.

6. Veuillez indiquer si les limitations des droits exclusifs contenues dans la législation américaine, notamment pour ce qui est des licences obligatoires y compris les plafonds concernant le montant total des redevances, sont compatibles avec l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC, en d'autres termes si elles ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit.

La Loi sur le droit d'auteur comporte un certain nombre de limitations détaillées et spécifiques en ce qui concerne les droits exclusifs, lesquels sont énoncés aux articles 107 à 120. Nous pensons qu'elles sont toutes compatibles avec l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC, en ce qu'elles ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit. Plus spécifiquement, chacune des licences obligatoires prévues par la législation américaine, y compris les dispositions concernant les redevances, est autorisée en vertu de la Convention de Berne telle qu'incorporée dans l'Accord des ADPIC.

[Question complémentaire]

Selon la réponse américaine, toutes les dispositions de la Loi américaine concernant les licences obligatoires, à savoir les articles 107 à 120, sont conformes à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC; peut-on en conclure que l'exception semblable, bien que plus large, prévue à l'article 30 pour les brevets, peut être interprétée de la même façon? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?

Non, on ne peut pas tirer cette conclusion à partir des renseignements fournis par les Etats-Unis dans la réponse à la question 6 de l'Inde. Les droits d'auteur et les brevets sont accordés selon deux régimes totalement distincts, et les exceptions permises en vertu d'un régime sont sans rapport avec celles qui peuvent être permises en vertu de l'autre.

7. Veuillez indiquer si, et en vertu de quelle disposition précise, une protection est accordée aux artistes interprètes ou exécutants, conformément à l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC, et préciser la nature, la portée et la durée de cette protection. Veuillez indiquer également les limitations ou les exceptions prévues par la Loi en ce qui concerne leurs droits.

Veuillez vous reporter à notre réponse à la première question. La Loi américaine est conforme à l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC et reconnaît aux artistes interprètes ou exécutants tous les droits prévus à l'article 14:1. La Loi fédérale ne prévoit aucune limitation de ces droits, et n'impose aucune limite à la durée de protection.

[Question complémentaire]

Est-ce que la réponse américaine peut être interprétée comme signifiant que, en dépit de la durée de protection précisée à l'article 14:5 de l'Accord sur les ADPIC, les Etats-Unis accordent une protection éternelle aux droits des artistes interprètes ou exécutants, sans aucune limite de temps? De plus, n'y a-t-il aucune limitation ou exception, quelle qu'elle soit en ce qui concerne ces droits?

L'article 1101 prévoit à première vue une protection perpétuelle pour les artistes interprètes ou exécutants. Bien entendu, la portée de cet article sera au bout du compte déterminée par les tribunaux.

Tel qu'il est formulé, l'article 1101 ne comporte aucune limitation ou exception et aucun tribunal n'a encore conclu le contraire. Cependant, le Congrès a estimé qu'il pouvait y avoir des exceptions dans les cas où les principes énoncés de liberté d'expression dans le Premier amendement étaient en cause, par exemple, lorsque de petites parties d'une fixation non autorisée sont utilisées sans permission dans un bulletin d'information radiodiffusé ou pour commentaire ou critique. Message of the President of the United States Transmitting the Uruguay Round Trade Agreements, Texts of the Agreements Implementing Bill, Statement of Administrative Action and required Supporting Statements, H.R. Doc. n° 316, 103d Cong., 2d Sess. 991 (27 septembre 1994).

8. Veuillez préciser si certaines lois mentionnées dans la notification des Etats-Unis IP/N/1/USA/C/1 (Loi de 1990 concernant les droits des artistes du domaine des arts visuels, Loi de 1990 apportant des modifications relatives à la location de logiciels d'ordinateurs et Loi de 1995 concernant les droits de représentation ou d'exécution numérique dans les enregistrements sonores) sont incorporées dans la notification présentée et, dans le cas contraire, si les Etats-Unis ont l'intention de les notifier à part.

Toutes les lois mentionnées dans la question étaient des modifications à la Loi sur le droit d'auteur; elles font maintenant partie du Titre 17 du Code américain et elles ont été incorporées dans la notification présentée par les Etats-Unis à la réunion du Conseil des ADPIC le 25 mars 1996. Voir le document IP/N/1/USA/C/1 de l'OMC.

VI. REPONSE A LA QUESTION POSEE PAR LA COREE

1. Selon la réponse des Etats-Unis à la question 10 posée par les Communautés européennes, une oeuvre littéraire publiée avant 1921 dans un autre pays Membre de l'OMC ne serait pas protégée de nouveau même si son ou ses auteurs sont décédés après 1946. La question est de savoir si l'exception établie aux articles 104A a) 1) B) et 304 du Titre 17 du Code américain est considérée (par les Etats-Unis) comme une condition raisonnable aux fins de l'application du principe de rétroactivité en vertu de l'article 18 3) de la Convention de Berne?⁵

Etant donné que la durée de protection prévue pour les oeuvres visées par les dispositions en matière de protection rétroactive du droit d'auteur de la législation américaine correspond à ce qui est exigé par l'Accord sur les ADPIC et la Convention de Berne et est compatible avec ces prescriptions, les Etats-Unis ne jugent pas nécessaire de se prévaloir de la disposition de l'article 18 3) de la Convention de Berne concernant les "modalités relatives à cette application".

Notre réponse ne signifie aucunement que l'article 18 3) de la Convention de Berne pourrait être invoqué pour justifier des limitations importantes de l'application des prescriptions en matière de protection rétroactive énoncées dans l'Accord sur les ADPIC.

VII. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA NOUVELLE-ZELANDE

1. Pour ce qui est de la réponse donnée aux Communautés européennes et à leurs Etats membres au sujet de l'usage loyal (question 1), veuillez préciser en quoi la pratique, et surtout la jurisprudence, a influé sur l'utilisation d'oeuvres pour l'enseignement, la recherche et la formation. Veuillez indiquer en particulier si le droit de reproduction en multiples exemplaires

⁵Voir la réponse à la question n° 10 des CE.

à des fins d'enseignement est illimité; est-ce que la recherche comprend la recherche à des fins commerciales, et qu'entend-on par formation?⁶

Il est important de comprendre que les utilisations aux fins mentionnées dans la première phrase de l'article 107, qui englobent l'enseignement, la formation ou la recherche, ne constituent pas automatiquement un usage loyal, et qu'elles ne sont que des exemples d'utilisations pouvant constituer un usage loyal. Voir *Twin Peaks Prods., Inc. contre Publications Int'l, Ltd.*, 996 F.2d 1366, 1374 (2d Cir. 1993). Chaque utilisation doit être examinée à la lumière des quatre facteurs indiqués à l'article 107. Voir *Campbell contre Acuff-Rose Music, Inc.*, 510 U.S. 569, 127 L. Ed. 2d 500, 514-515 (1994).

Par conséquent, il a été considéré que la reproduction en multiples exemplaires à des fins d'enseignement n'était pas visée par le principe de l'usage loyal et constituait une violation du droit d'auteur sur les oeuvres copiées. Voir l'affaire *Basic Books, Inc. contre Kinko's Graphic Corp.*, 758 F. Supp. 1522 (S.D.N.Y. 1991), mentionnée dans notre réponse initiale à la question des Communautés européennes. On trouvera dans l'historique de l'élaboration de la Loi sur le droit d'auteur des indications quant au volume d'exemplaires autorisés et au moment où la reproduction peut avoir lieu, lesquelles sont le résultat de négociation entre les secteurs de l'éducation et de l'édition. H.R. Rep. n° 94-1476, 94th Cong., 2d Sess. 68-70 (1976).

De plus, il a été décidé, dans une cause qui fait autorité, que la reproduction d'articles de journaux par un chercheur travaillant à des fins commerciales ne constituait pas un usage loyal. Voir l'affaire *American Geophysical Union contre Texaco, Inc.*, 37 F.3d 881 (2d Cir. 1994), mentionnée dans notre réponse initiale à la question des Communautés européennes.

Enfin, il ne suffit pas de dire qu'il s'agit de "formation" pour résoudre le problème de l'usage loyal et il n'existe de ce terme aucune définition bien établie. Si un usage particulier a pour but de promouvoir la connaissance, cela devrait constituer un aspect du but et du caractère de l'usage qui aidera à déterminer que celui-ci est loyal.

2. En ce qui concerne l'article 115 du titre 17 du Code, qui porte sur les licences obligatoires pour la réalisation et la distribution de phonogrammes, veuillez préciser si le dépôt d'un avis en bonne et due forme en vertu du paragraphe 6 b) donne lieu automatiquement à l'octroi d'une licence obligatoire ou s'il existe des critères pour décider de l'octroi d'une telle licence, conformément à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC?

Le dépôt d'un avis au titre de l'article 115 de la Loi sur le droit d'auteur permet à la partie qui le présente de réaliser un autre enregistrement de l'oeuvre musicale non dramatique et de distribuer cet enregistrement, à condition que les limitations concernant l'usage de cette disposition énoncées à l'article 115 a) soient respectées. Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, il faut acquitter une redevance au détenteur du droit sur l'oeuvre en question pour chacun des enregistrements de l'oeuvre. Il n'existe pas d'autres critères que ceux qui sont énoncés dans la Loi.

VIII. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA SUISSE

1. Veuillez indiquer s'il existe une rémunération pour l'auteur dans le cas de retransmission par câble et, le cas échéant, comment cette rémunération est distribuée aux détenteurs du droit étrangers.

⁶Voir la réponse à la question n° 1 des CE.

C'est l'article 111 de la Loi sur le droit d'auteur qui régit les transmissions secondaires par câble. Il comporte un régime de licences obligatoires qui prévoit le paiement de redevances pour la plupart de ces retransmissions. Voir 17 U.S.C. §111 c) et d). La rémunération est distribuée aux détenteurs de droits qui ont déposé auprès du Bibliothécaire du Congrès un formulaire de demande d'une partie de ces redevances. Voir 17 U.S.C. § 111 d) 3) et 4). Tout titulaire de droit d'auteur dont l'oeuvre est comprise dans la transmission secondaire peut déposer un tel formulaire; la Loi ne fait pas de distinction entre les détenteurs de droits étrangers et nationaux.

2. Selon les renseignements disponibles, il semble que des initiatives soient à l'étude au Congrès dont le but serait de supprimer le droit de réception publique d'oeuvres radiodiffusées. Pouvez-vous dire si ce renseignement est exact. Dans l'affirmative, quelles chances ces initiatives ont-elles d'aboutir?

Bien que nous ne voyons pas bien à quels projets de loi cette question fait allusion, il en existe plusieurs, qui sont actuellement à l'étude au Congrès et qui concernent la présentation ou l'exécution en public des oeuvres musicales, notamment leur radiodiffusion. H.R. 789, 104th Cong., 1st Sess. (1995); S. 1619, 104th Cong., 2d Sess (1996); S. 1628, 104th Cong., 2d Sess. (1996). Des débats sont en cours et il y est tenu compte des obligations internationales des Etats-Unis. Il n'y a pas eu d'audience à leur sujet et on ne sait pas encore ce qu'il en adviendra.